

Pour relancer la construction, le maire recommande « une TVA à 10 % »

Ouest-France

Patrick Bertin, maire de Saint-Colomban, s'est adressé directement à la Première ministre, Élisabeth Borne, via une lettre ouverte, pour lui apporter son regard « personnel et communal » sur le problème de l'accès au logement qui existe « dans la région comme partout en France ».



Selon le maire de Saint-Colomban, appliquer une TVA autour de 10 % pourrait avoir un effet « dumping » sur la construction. | ARCHIVES OUEST FRANCE

[Ouest-France](#) Modifié le 23/11/2023 à 07h52 Publié le 23/11/2023 à 05h13

Patrick Bertin, maire de Saint-Colomban, s'est adressé directement à la Première ministre, Élisabeth Borne, à travers une lettre ouverte, pour lui apporter son regard « **personnel et communal** » sur le problème de l'accès au logement qui existe « **dans la région comme partout en France** ».

Les maires, en première ligne, voient « **la misère sociale s'installer malgré une forte chute du chômage.** **L'alimentation et le logement sont des axes forts des dépenses d'un foyer. L'inflation, les taux d'intérêt élevés ne facilitent pas l'accession à la propriété et la construction de locatifs à prix modérés ou encadrés. Les taux d'intérêt**

bancaires s'appliquent plus fortement sur les revenus faibles ou moyens, les banques considérant prendre plus de risques avec ces revenus, lésant un peu plus les primo-accédants ».

Selon lui, pour relancer la construction neuve destinée aux primo-accédants, aux logements par les bailleurs sociaux ou aux logements à loyers encadrés, la prolongation du dispositif à taux zéro ne suffirait pas. Il abonde donc sa missive d'une proposition fiscale temporaire : « **Revoir la TVA à 20 % sur la construction neuve (aujourd'hui : seules certaines zones sont à une TVA à 5,5 %)** [qui s'applique de la même façon que] **l'on est smicard ou millionnaire** ».

« De mêmes taux dans les zones rurales ou rurales »

Selon lui, appliquer une TVA autour de 10 % « **jusqu'à un retour à des taux moyens bancaires autour de 3 %** » pourrait avoir un effet « **dumping** » sur la construction. Mieux vaut « **deux logements à une TVA de 10 %, qu'un seul logement ou pas du tout à 20 %** », argumente-t-il.

Au fil de son explication, il imagine que cette mesure « **puisse être globale sur l'ensemble de la construction, et ciblée vers les revenus non imposables ou faiblement imposables, par un remboursement de l'État au premier échéancier de la différence de TVA entre 20 % et 10 %. Les zones urbaines ou rurales doivent être sur les mêmes taux de TVA** ». Patrick Bertin brandit enfin l'argument de l'emploi dans les entreprises de BTP, en mauvaise posture selon l'édile, que cette mesure pourrait soutenir.

Cette interpellation, dont une copie a été adressée au ministre du Logement, Olivier Klein, est intervenue trois jours avant que la Première ministre, qui a reconnu « **une période difficile pour le secteur** », ne présente à Dunkerque, jeudi 16 novembre, des mesures coup de pouce à la construction de logements.